DÉPARTEMENT
SEINE ST-DENIS
CANTON
de BAGNOLET
COMMUNE
LES LILAS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° A37118

DECISION DU MAIRE

DOSSIER N. BAID C/ VILLE DES LILAS

Le Maire de la Ville des Lilas,

Vu les articles L.2122-22 16° et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°D46/14 du Conseil municipal du 30 mars 2014, donnant délégation à Monsieur le Maire des attributions énumérées aux articles visés ci-dessus,

CONSIDERANT que, par une requête enregistrée le 15 décembre 2017 et par un mémoire ampliatif sous le numéro 1711194-4, le requérant demande l'annulation des arrêtés des 31 juillet, 5 septembre 2017 et 24 novembre 2017 et la décision de rejet du 18 octobre 2017, la condamnation de la Commune des Lilas au paiement de 15 000 € au titre du préjudice de carrière et de préjudice moral ainsi que 3 500 € au titre de la perte de rémunération et la condamnation de la Commune des Lilas à lui payer la somme de 3 000 € au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative,

CONSIDERANT la nécessité de défendre les intérêts de la Commune,

DECIDE

ARTICLE 1 : De défendre les intérêts de la Commune des Lilas dans le cadre de la requête de Monsieur Nicolas BAID, enregistrée le 15 décembre 2017 auprès du Tribunal administratif de Montreuil sous le numéro 1711194-4 et du mémoire ampliatif, demandant, d'une part, l'annulation des arrêtés des 31 juillet, 5 septembre 2017 et 24 novembre 2017 et la décision de rejet du 18 octobre 2017, d'autre part, la condamnation de la Commune des Lilas au paiement de 15 000 € au titre du préjudice de carrière et de préjudice moral ainsi que 3 500 € au titre de la perte de rémunération et, enfin, la condamnation de la Commune des Lilas à lui payer la somme de 3 000 € au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

ARTICLE 2 : DIT que la SELAS LLC & Associés, agissant par Maître Maxime SENO, avocat au barreau de Paris, est désignée afin de représenter la Commune et que la dépense ou la recette relative au paiement des frais de justice et la dépense liée aux honoraires seront imputées au budget de la ville de l'année correspondante.

ARTICLE 3 : Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis ;
- Monsieur le Trésorier Principal.

Fait aux Lilas, le 01 MARS 2018

Le Maire,
Premier Vice président du Conseil départemental

Daniel GUIRAUD

Affiché le : 01 MARS 2018

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig 93100 MONTREUIL, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de son affichage.